

## UN PLAN LIBERAL POUR UN HOPITAL-ENTREPRISE AU SERVICE D'UNE MEDECINE LIBERALE

Le chef de l'État vient d'annoncer le plan de transformation de notre système de santé après avoir dressé un constat des multiples difficultés du système de soins.

Force Ouvrière n'a eu de cesse de répéter depuis des dizaines d'années l'impérieuse nécessité de développer la prévention et de dénoncer le rationnement organisé des soins pour des impératifs strictement budgétaires. Sur ce point, le Président de la République donne raison à FO et nous saluons l'abandon du *numerus clausus*, dont les effets ne pourront se faire sentir que dans 10 ans ... Même si cela pose d'autres questions non résolues sur les moyens qui seront mis à disposition pour accueillir les étudiants sur l'ensemble du parcours d'étude.

Pour ce qui est de l'offre de soins, Force Ouvrière estime nécessaire ou utile le décloisonnement ville-hôpital, l'exercice coordonné, l'abandon de la T2A, les hôpitaux de proximité, la réforme des études de médecine, etc. Mais la transformation annoncée est claire : libéraliser le secteur de la santé. L'hôpital public est dans un tel état d'espérance et de désespérance qu'il méritait bien plus en termes de moyens et de reconnaissance, notamment par une augmentation généralisée des salaires et un renforcement concret des effectifs. Faut-il rappeler que les praticiens hospitaliers sont parmi les moins bien payés des systèmes de santé développés ? Au contraire, c'est un pas supplémentaire vers l'« hôpital-entreprise », avec des cadres-managers rémunérés à l'intéressement, gestion issue du privé lucratif. Lequel sera d'ailleurs mis au même niveau que les établissements publics, tous réunis au sein des GHT. Et si Force Ouvrière pourrait se satisfaire de la suppression de la T2A, la tarification à la qualité pourrait, elle, être un désastre.

Et d'annoncer 1,5 milliards d'économies malgré un ONDAM (Objectif National de Dépenses de l'Assurance Maladie) relâché avec seulement 400 millions d'euros supplémentaires, soit 0,002% des dépenses de santé remboursées... « niet » pour l'hôpital, ce sera surtout pour ces nouveaux « professionnels de santé », les assistants médicaux, de fait véritables « ubérisés » où ces personnes devront cumuler fonctions de santé et fonctions administratives.

Force Ouvrière condamne l'ampleur des attaques libérales subies à nouveau par l'ensemble du monde de la santé publique, et rappelle que seul un plan élaboré avec les organisations syndicales serait en capacité de répondre aux besoins réels, tant du personnel concerné que des patients et assurés.

Paris, le 18 septembre 2018.

**Serge Legagnoa**, Secrétaire confédéral  
Département de la Protection Sociale Collective  
[slegagnoa@force-ouvriere.fr](mailto:slegagnoa@force-ouvriere.fr) – 01 40 52 83 94